

# Édition spéciale

## Solidarité avec les postiers du 92 en grève !

Un business bien juteux profite à la direction de la Poste, celui des contrats aidés. La Poste ne paie pas le salaire indirect et peut être subventionnée jusqu'à hauteur de 80% du salaire net. Tous les mois, la Poste reçoit aussi entre 230 et 320 euros par tuteur encadrant chaque contrat précaire. C'est ce qui explique le recours au « turn-over » de contrats aidés afin de bénéficier de cet argent public sans devoir pour autant embaucher derrière. C'est tout bénéf !

C'est contre cette politique de la Poste que la grève est partie à Rueil-Malmaison pour défendre un collègue précaire, dont la direction refusait le renouvellement du contrat d'insertion. La revendication de départ était pour le moins minimaliste : renouveler son CDD, pour lui permettre ensuite de signer un contrat de professionnalisation. Pour autant, les directions locale et départementale en ont fait une question de principe : les postiers n'empiéteront pas sur leur sacro-saint pouvoir de direction. La grève a dès le début été ultra majoritaire (entre 80% et 90%).

### Une grève pour l'embauche des précaires

La détermination des collègues a même permis de donner confiance à d'autres salariés privés d'emploi qui étaient récemment passés par le bureau de Rueil. Cette confiance s'est retranscrite par une participation active à la grève. Transformant la revendication individuelle autour d'un agent à une revendication collective autour de quatre ex-agents. Ce qui est donc demandé aujourd'hui, c'est l'embauche au sens large des précaires.

Progressivement, une grève offensive s'est construite à Rueil : les collègues de Rueil ne défendent pas des acquis, ils ont lancé une lutte conjointe entre des travailleurs avec ou sans emploi. Cette grève permet aussi de mettre le doigt sur ces cadeaux faits au patronat sans contrepartie d'emplois. On voit là de façon concrète la réalité de la politique du « pacte de responsabilité » proposée par Hollande.

### Une mobilisation contre les réorganisations et pour une prime de vie chère

C'est le scénario d'un conflit sur la durée qui risque de se réaliser une fois de plus, dans un département où les postiers ont l'habitude des grèves longues. La grève a commencé à s'élargir, Colombes, Neuilly et Courbevoie ont déjà débrayé... La direction a été obligé de lâcher du lest dans les bureaux qui s'apprêtaient à rejoindre la grève : les facteurs de Neuilly par exemple, à qui on voulait faire démarcher leurs usagers pour leur vendre des fibres optiques SFR, ont obligé la direction à admettre que cette tâche ne faisait pas partie de leurs obligations. Les grévistes quant à eux se dotent peu à peu d'objectifs unifiants : arrêt des réorganisations, embauche des précaires, prime de vie chère. Des mots d'ordre autour desquels une bataille d'ampleur nationale devrait être menée.

La direction va sûrement vouloir briser une grève exemplaire et une équipe militante qui s'accroche malgré la répression. Elle ne fera aucun cadeau sur les jours de grève et procédera à la retenue du maximum de jours de grève jusqu'à ne laisser que le minimum légal sur la paie, soit un peu plus de 400 euros. Les conséquences pour les postiers et leurs familles sont claires.

### Soutenons les postières et les postiers du 92 !

Envoyez vos chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombes, mention « solidarité grévistes » au dos

Page Facebook du syndicat SUD Poste 92 : « Sudposte Hauts de seine »

